

Convention collective départementale

IDCC : **920 | INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, ÉLECTRIQUES  
ET CONNEXES**  
**(Vienne)**  
**(21 décembre 1976)**

**Avenant du 1<sup>er</sup> octobre 2020**

à l'accord du 24 octobre 2018  
relatif à des mesures urgentes en faveur de l'emploi  
et de la formation professionnelle dans le secteur automobile (filiale Diesel)  
(Vienne)

NOR : ASET2050876M

IDCC : 920

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UIMM Vienne,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CGT ;**

**CFDT ;**

**FO ;**

**CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

L'UIMM de la Vienne et les organisations syndicales ont signé le 24 octobre 2018 un accord de branche relatif à des mesures urgentes en faveur de la filière automobile diesel afin de permettre à la branche d'accompagner les entreprises de ce secteur confrontées à de graves difficultés économiques conjoncturelles dans le maintien des compétences et de l'emploi de leurs salariés.

Cet accord permet aux entreprises entrant dans son champ d'application de mettre en œuvre des actions de formation pendant une durée de 2 ans à partir de l'entrée en vigueur de l'accord.

Sur ce fondement, de nombreuses entreprises ont engagé des actions de formation sur la fin de l'année 2018 et au cours de l'année 2019. D'autres actions devaient être engagées au cours de l'année 2020.

Or, le début de l'année 2020 a été marqué par une crise sanitaire liée à la « Covid-19 ». Cette crise a eu un impact très important sur le fonctionnement des organisations avec une période de confinement de 2 mois et un bouleversement des méthodes de travail. Ainsi, les prévisions des entreprises de la filière automobile diesel en matière de formation des collaborateurs ont dû être adaptées et cela a créé un décalage temporel dans la mise en œuvre des actions.

Les parties signataires du présent avenant sont donc convaincues par la nécessité de prolonger les dispositions de l'accord du 24 octobre 2018 pour permettre aux entreprises d'engager les actions de formations initialement prévues sur le premier semestre 2020 dans le cadre du dispositif mesures urgentes.

### **Article 1<sup>er</sup>**

L'accord du 24 octobre 2018 est prolongé dans l'ensemble de ces dispositions jusqu'au 31 décembre 2020.

### **Article 2**

Le présent avenant entre en vigueur à partir du jour qui suit son dépôt, conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail.

### **Article 3**

Le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail.

Le présent avenant est, en application de l'article L. 2231-6 du code du travail, déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Poitiers.

Il fait l'objet d'une demande d'extension dans les conditions prévues par l'article L. 2261-15 du code du travail.

Le présent avenant sera mis à la disposition des entreprises, des instances représentatives du personnel et des salariés, sur le site de l'UIMM ([www.uimm.fr](http://www.uimm.fr)) dans les conditions définies par l'accord national du 25 novembre 2005 sur l'information et la communication dans la métallurgie.

*Fait à Chasseneuil du Poitou, le 1<sup>er</sup> octobre 2020.*

(Suivent les signatures.)